

RCS : RENNES Code greffe : 3501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de RENNES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1986 B 00448 Numéro SIREN : 338 459 332 Nom ou dénomination : SOCIETE DE CONSEILS D'ETUDES ET DE REALISATIONS IMMOBILIERES

Ce dépôt a été enregistré le 17/07/2020 sous le numéro de dépôt 6867

Greffe du tribunal de commerce de Rennes



Documents comptables déposés en annexe du RCS

Dépôt :

Date de dépôt : 17/07/2020

Numéro de dépôt : 2020/6867

Déposant :

Nom/dénomination : SOCIETE DE CONSEILS D'ETUDES ET DE REALISATIONS IMMOBILIERES

Forme juridique : Société par actions simplifiée

N° SIREN : 338 459 332

N° gestion : 1986 B 00448

1

BILAN - ACTIF

DGFIP N° 2050-SD

2020

Formulaire obligatoire (article 53 A
du code générale des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS SO RE IM BRETAGNE

Durée de l'exercice en nombre de mois * : 12

Adresse de l'entreprise : 5 RUE DU BOSPHORE 35200 RENNES

Durée de l'exercice précédent * : 12

Numéro SIRET * 33845933200049

Néant ☐ *

Exercice N clos le
31/12/2019

Exercice N-1 clos le
31/12/2018

		Brut 1	Amortissements provisions 2	Net 3	Net 4
ACTIF IMMOBILISÉ *	Capital souscrit non appelé				
	Frais d'établissement *		AC		
	Frais de développement *		CQ		
	Concessions, brevets et droits similaires	8 253	AG	7 714	539
	Fond commercial (1)		AI		988
	Autres immobilisations incorporelles		AK		
	Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		AM		
	Terrains		AO		
	Constructions	6 098	AQ	6 098	
	Installations techniques, matériel et outillage industriels		AS		
	Autres immobilisations corporelles	143 353	AU	50 954	92 398
	Immobilisations en cours		AV		41 059
	Avances et acomptes		AY		
	Participations évaluées selon la méthode de mise en équivalence		CS		
	Autres participations	15 400	CV		15 400
	Créances rattachées à des participations		BC		14 410
	Autres titres immobilisés		BE		
	Prêts		BG		
ACTIF CIRCULANT	Autres immobilisations financières *	3 250	BI		3 250
	Total (II)	176 354	BK	64 766	111 588
	Matières premières, approvisionnements		BM		59 706
	En cours de production de biens	209 878	BO		209 878
	En cours de production de services		BQ		206 544
	Produits intermédiaires et finis		BS		
	Marchandises		BU		
	Avances et acomptes versés sur commandes		BW		
	Créances	428 014	BY		428 014
	Autres créances (3) *	2 903 915	CA		256 967
	Capital souscrit et appelé, non versé		CC	2 903 915	2 695 732
	Divers		CE		
	Valeurs mobilières de placement (dont actions propres)		CD		
	Disponibilités	31 967	CG		31 967
	Charges constatées d'avance (3) *	9 736	CI		168 011
	Total (III)	3 583 509	CK	9 736	20 706
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)		CW	3 583 509	3 347 960
Comptes de régularisation	Primes de remboursement des obligations (V)		CM		
	Ecart de conversion actif (VI)		CN		
	Total général (I à VI)	3 759 863	CO	64 766	3 695 096
Renvois : (1) Dont droit au bail :		(2) part à moins d'un an des immobilisations financières nettes	CP	(3) part à plus d'un an :	CR

Clause de réserve de propriété :

Immobilisations :

Stocks :

Créances :

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032



Handwritten signature

2 BILAN - PASSIF avant répartition

DGFIP N° 2051-SD

2020

Formulaire obligatoire (article 53 A
du code générale des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS SO RE IM BRETAGNE

Néant ☐ *

			Exercice N	Exercice N-1
CAPITAUX PROPRES	Capital social ou individuel (1) * (Dont versé : 313 400)	DA	313 400	313 400
	Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	DB		
	Ecart de réévaluation (2)* (dont écart d'équivalence EK)	DC		
	Réserve légale (3)	DD	44 290	44 290
	Réserves statutaires ou contractuelles	DE		
	Réserves réglementées (3) * (Dont réserve spéciale des provisions pour fluctuation des cours B1)	DF		
	Autres réserves (Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants * EJ)	DG	2 814 474	2 564 589
	Report à nouveau	DH		
	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	DI	191 103	249 885
	Subventions d'investissement	DJ		
	Provisions réglementées *	DK		
	TOTAL (I)	DL	3 363 267	3 172 164
Autres fonds propres	Produit des émissions de titres participatifs	DM		
	Avances conditionnées	DN		
	TOTAL (II)	DO		
Provisions pour risques et charges	Provisions pour risques	DP	25 000	25 000
	Provisions pour charges	DQ		
	TOTAL (III)	DR	25 000	25 000
DETTES (4)	Emprunts obligataires convertibles	DS		
	Autres emprunts obligataires	DT		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (5)	DU	59 532	155
	Emprunts et dettes financières divers (Dont emprunts participatifs EI)	DV	88	
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	DW		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	DX	68 980	74 093
	Dettes fiscales et sociales	DY	103 391	70 185
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	DZ		
	Autres dettes	EA	74 838	66 070
compte régulier	Produits constatés d'avance (4)	EB		
	TOTAL (IV)	EC	306 829	210 502
	Ecart de conversion passif *	(V) ED		
	TOTAL GÉNÉRAL (I à V)	EE	3 695 096	3 407 666
RENOIS	(1) Écart de réévaluation incorporé au capital	1B		
	(2) Dont { Réserve spéciale de réévaluation (1959)	1C		
	{ Écart de réévaluation libre	1D		
	{ Réserve de réévaluation (1976)	1E		
	(3) Dont réserve spéciale des plus-values à long terme *	EF		
	(4) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	EG		
	(5) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	EH	200	155

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032



Signature

3 COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE (En liste)

DGFIP N° 2052-SD

2020

formulaire obligatoire (article 53 A
du code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS SO RE IM BRETAGNE

Néant ☐ *

		Exercice N			Exercice (N-1)	
		France	Exportations et livraisons intracommunautaires	Total		
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises *	FA	FB	FC		
	Production vendue { biens *	FD	FE	FF		
	services *	FG	FH	FI	460 712	223 761
	Chiffres d'affaires nets *	FJ	FK	FL	460 712	223 761
	Production stockée *			FM		
	Production immobilisée *			FN		
	Subventions d'exploitation			FO		
	Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges * (9)			FP	2 558	43 612
CHARGES D'EXPLOITATION	Autres produits (1) (11)			FQ	162	225
	Total des produits d'exploitation (2) (I)			FR	463 432	267 598
	Achats de marchandises (y compris droits de douane) *			FS		
	Variation de stock (marchandises) *			FT		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane) *			FU		
	Variation de stock (matières premières et approvisionnements) *			FV		
	Autres achats et charges externes (3) (6 bis) *			FW	215 954	131 612
	Impôts, taxes et versements assimilés *			FX	4 971	5 157
DOTATIONS D'EXPLOITATION	Salaires et traitements *			FY	164 277	140 997
	Charges sociales (10)			FZ	69 832	58 890
	Sur immobilisations { - dotations aux amortissements *			GA	11 290	7 258
	- dotations aux provisions *			GB		
	Sur actif circulant : dotations aux provisions *			GC		
	Pour risques et charges : dotations aux provisions			GD		
	Autres charges (12)			GE	9	1
	Total des charges d'exploitation (4) (II)			GF	466 333	343 915
1 - RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)				GG	-2 901	-76 318
PRODUITS FINANCIERS	Bénéfice attribué ou perte transférée *		(III)	GH		
	Perte supportée ou bénéfice transféré *		(IV)	GI		
	Produits financiers de participations (5)			GJ	244 737	292 961
	Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (5)			GK		
	Autres intérêts et produits assimilés (5)			GL		
	Reprises sur provisions et transferts de charges			GM		
	Différences positives de change			GN		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement			GO		
CHARGES FINANCIÈRES	Total des produits financiers (V)			GP	244 737	292 961
	Dotations financières aux amortissements et provisions *			GQ		
	Intérêts et charges assimilées (6)			GR	32 610	38 423
	Différences négatives de change			GS		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement			GT		
	Total des charges financières (VI)			GU	32 610	38 423
2 - RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)				GV	212 128	254 538
3 - RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV + V - VI)				GW	209 227	178 220

(RENOIS : voir tableau n° 2053) * Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.



G

4 COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE (SUITE)

DGFIP N° 2053-SD
2020

Formulaire obligatoire (article 53 A
du code général des impôts)

Désignation de l'entreprise : SAS SO RE IM BRETAGNE

Néant ☐ *

		Exercice N	Exercice N - 1
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Produits exceptionnels sur opérations de gestion	HA	48 854
	Produits exceptionnels sur opérations en capital *	HB	500
	Reprises sur provisions et transferts de charges	HC	149 926
	Total des produits exceptionnels (7) (VII)	HD	199 280
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Charges exceptionnelles sur opérations de gestion (6 bis)	HE	24
	Charges exceptionnelles sur opérations en capital *	HF	885
	Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions (6 ter)	HG	
	Total des charges exceptionnelles (7) (VIII)	HH	124 971
4 - RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		HI	74 309
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	(IX)	HJ	
Impôts sur les bénéfices *	(X)	HK	2 644
	TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	HL	759 839
	TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	HM	509 953
5 - BÉNÉFICE OU PERTE (Total des produits - total des charges)		HN	249 885
(1) Dont produits nets partiels sur opérations à long terme		HO	
(2) Dont { produits de locations immobilières		HY	
	produits d'exploitation afférents à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)	IG	
(3) Dont { - Crédit-bail mobilier *		HP	
	- Crédit-bail immobilier	HQ	
(4) Dont charges d'exploitation afférentes à des exercices antérieurs (à détailler au (8) ci-dessous)		1H	
(5) Dont produits concernant les entreprises liées		1J	32 609
(6) Dont intérêts concernant les entreprises liées		1K	1 783
(6bis) Dont dons faits aux organismes d'intérêt général (art. 238 bis du C G I)		HX	
(6ter) Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes (art. 217 octies)		RC	
	Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles (art. 39 quinquies D)	RD	
(9) Dont transferts de charges		A1	
(10) Dont cotisations personnelles de l'exploitant (13)		A2	
	(dont montant des cotisations sociales obligatoires hors CSG/CRDS)	A5	
(11) Dont redevances pour concessions de brevets de licences (produits)		A3	
(12) Dont redevances pour concessions de brevets de licences (charges)		A4	
	Dont primes et cotisations complémentaires personnelles :		
	facultatives A6 obligatoires A9		
(13) dont cotisations facultatives Madelin A7			
	dont cotisations facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite A8		
(7) Détail des produits et charges exceptionnels (Si le nombre de lignes est insuffisant, reproduire le cadre (7) et le joindre en annexe) :			
PENALITES			
SOLDE SAGESSE			

* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n° 2032.



[Signature]

ANNEXE

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

I - FAITS CARACTÉRISTIQUES

L'activité de promotion immobilière étant assurée par des sociétés civiles de construction-vente, le chiffre d'affaires de la SAS SOREIM BRETAGNE de 460 712 €, correspond à la facturation des prestations de gestion et de commercialisation auprès des SCCV.

Conformément aux méthodes d'évaluation retenues pour les exercices précédents, la quote part de résultat comptable des SCCV est incorporée dans les comptes d'exploitation pour un montant bénéficiaire de 186 856 €.

II - PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

2.1 - Principes généraux

Les comptes annuels sont établis conformément aux règles comptables, dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices, et en présumant de la continuité de l'exploitation.

L'évaluation des éléments inscrits est pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

2.2 - Méthode d'évaluation

néant

2.2.1 - Immobilisations incorporelles

Les brevets et licences sont inscrits en immobilisations incorporelles et amortis sur une durée de vie moyenne de 1 à 3 ans.

Fonds de commerce créé

Si la valeur d'usage ou de marché est inférieure au coût historique, une dépréciation est constatée.

Aucune dépréciation, ni amortissement du fond commercial n'a été réalisée au motif d'une durée d'utilisation non limitée de ce dernier.

2.2.2 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations qui est en général :

- constructions : linéaire sur 7 ans
- installations techniques matériel et outillage : linéaire sur 5 ans
- matériel de transport : linéaire entre 4 et 5 ans
- mobilier : linéaire entre 4 et 10 ans
- agencements : linéaire entre 5 et 10 ans
- matériel de bureau et informatique : linéaire entre 3 et 5 ans.

2.2.3 - Immobilisations financières

Les titres de participation, les créances rattachées aux participations, les prêts, dépôts et cautionnements et autres créances immobilisées sont comptabilisés à leur coût historique. Si la valeur d'usage ou la valeur du marché est inférieure au coût historique, une dépréciation est constatée.

2.2.4 - Stocks, en cours et produits finis

Les stocks sont évalués suivant la méthode du dernier prix connu. La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les travaux en cours sont valorisés au coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels est constituée.

Il n'y a pas de stocks dans la SAS SOREIM BRETAGNE, les opérations immobilières étant réalisées par des SCCV.

Cependant, jusqu'à la constitution d'une SCCV, le coût des travaux d'un programme immobilier peut être enregistré chez SOREIM BRETAGNE au coût de revient.

2.2.5 - Créances

Les créances ont été inscrites pour leur valeur nominale. Les créances douteuses ont été dépréciées par voie de provision, pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

2.2.6 - Engagement en matière de retraite

La société n'a constitué aucune provision au titre des indemnités de départ en retraite à verser aux salariés en fin de carrière compte tenu du caractère non significatif.

Cependant à titre d'information, les engagements retraite charges comprises peuvent être évalués à la somme suivante : 16 271 €

Méthode retenue : Départ à la retraite : 62 ans, Droits proratisés temporis(progression 1.5%) Rotation lente et taux d'actualisation retenu 1.5%

2.2.7 - Régime d'intégration fiscale

Une convention d'intégration fiscale a été mise en place depuis le 01/01/2018. Les sociétés parties prenantes de cette convention sont détaillées ci-dessous. La société tête de groupe est SAS LE GRAND PRE

Les produits ou charges d'impôt sur les sociétés sont comptabilisés en application de la convention d'intégration fiscale.

III - COMPLÉMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT

3.1 - Notes sur le bilan actif

Néant.

3.1.1 - État de l'actif immobilisé

Les variations de l'actif immobilisé s'analysent comme suit :

Libellés	Début d'exercice	Acquisitions	Cessions	Fin d'exercice
Immobilisations incorporelles	9 745		1 492	8 253
Immobilisations corporelles	88 881	62 181	1 611	149 451
Immobilisations financières	17 660	990		18 650
TOTAL	116 286	63 171	3 103	176 354

3.1.2 - État des amortissements

Les variations des amortissements se présentent de la façon suivante :

Libellés	Valeur brute début de l'exercice	Dotations	Reprises	Valeur brute fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	8 757	448	1 492	7 714
Immobilisations corporelles	47 822	10 842	1 611	57 052
TOTAL	56 579	11 290	3 103	64 766

3.1.3 - État des créances sur actif circulant et immobilisé à la clôture de l'exercice

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 3 344 914 € et le classement par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Échéances à moins d'un an	Échéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	3 250		3 250
Créances de l'actif circulant :			
Créances clients et comptes rattachés	428 014	428 014	
Autres	2 875 931	2 875 931	
Groupe	27 984	27 984	
Charges constatées d'avance	9 736	9 736	
TOTAL	3 344 914	3 341 664	3 250

Prêts accordés en cours d'exercice

Prêts récupérés en cours d'exercice

3.1.4 - Comptes de régularisation

Ils sont répartis dans les postes suivants :

- Clients produits non facturés	73 240
- Charges constatées d'avance	9 736
TOTAL	82 976

3.2 - Notes sur le bilan passif

3.2.1 - Capitaux propres

3.2.1.1 - Capital social

Le capital social est composé de 31 340 actions, d'une valeur de 10 €.

3.2.1.2 - Variation des capitaux propres

Montant des capitaux propres au 31/12/2018 avant résultat (hors subventions d'investissements et provisions réglementées) 2 922 279

Résultat de l'exercice précédent (2018) 249 885

Montant à affecter aux capitaux propres	249 885
- autres réserves	249 885
Montant des capitaux propres au 31/12/2019 avant résultat	3 172 164
- résultat de l'exercice	191 103
Montant des capitaux propres au 31/12/2019 après résultat	3 363 267

3.2.2 - État des échéances des dettes

Le total des dettes, à la clôture de l'exercice, s'élève à 306 829 €. Il comprend à hauteur de 59 619 €, des emprunts et dettes financières, dont les échéances sont les suivantes :

- à un an au plus	12 121
- à plus d'un an et cinq ans au plus	46 649
- à plus de cinq ans	849

Toutes les autres dettes d'un montant de 247 210 € ont une échéance inférieure à un an.

3.2.3 - État des provisions

Désignations	31/12/2018	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	31/12/2019
Provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges				
- litiges commerciaux				
- litiges sociaux				
- pertes sur filiales				
- litiges risque client/produit	25 000			25 000
- risque non réalisation				
Provisions pour dépréciation				
- sur créances clients				
- sur stocks				
TOTAL	25 000			25 000

3.2.4 - Charges à payer

- Intérêts courus à payer	200
- Fournisseurs factures non parvenues	42 487
- Clients avoirs à établir	
- Personnel charges à payer	8 354
- Organismes sociaux charges à payer	3 676
- Autres dettes	129
- État charges à payer	873
TOTAL	55 719

3.2.5 - Produits constatés d'avance (compte 487)

Les produits constatés d'avance comptabilisés en fin d'exercice s'élèvent à 0 €.

Ils correspondent, par nature, à des éléments qui concernent des produits ou des services dont la fourniture ou la prestation doit intervenir ultérieurement.

3.2.6 - Composition du capital social

Élément	Nombre	Valeur nominale
1. actions / parts sociales composant le capital social du début de l'exercice	31 340	10
2. actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
3. actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4. actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	31 340	10

3.2.7 - Cession titres de participation

Néant.

3.3 - Notes sur le compte de résultat

3.3.1 - Ventilation de l'effectif moyen

Nature	31/12/2018	31/12/2019
- Cadres	1	1
- Employés	2	3
- Ouvriers		

TOTAL	3	4
--------------	----------	----------

3.3.2 - Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

Désignation	Montant avant impôt	Impôt	Montant net (avant participation)
Résultat courant	209 227	17 215	192 012
Résultat exceptionnel	-909		-909

3.3.3 - Transfert de charges

refacturation hono SCCV

2 557

TOTAL

2 557

3.3.4 - Détails des charges et produits exceptionnels

Libellé	Montant Charges	Montant Produits
pénalités	24	
solde compte sagesse	885	

3.4 - Engagements financiers et autres informations

3.4.1 - Dettes garanties par des sûretés réelles

- emprunts et dettes auprès des établissements

50 000

Organisme / Banque	Nature Dette	Montant Nominal	Montant Restant Dû	Nature Sûreté
Caisse epargne	Vehicule	50 000	50 000	gage

3.4.2 - Engagement hors bilan

Néant.

- Engagements donnés

CAUTION du prêt de 1 000 000 € porté par la SCCV 101
SAINT BRIEUC

1 000 000

TOTAL

1 000 000

3.4.3 - Honoraires commissaires aux comptes

Mission Légale

6 530

Mission Conseil

3.4.4 - Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant

3.5 - Autres informations selon les tableaux ci-joints

- Tableau des filiales et participations (cf renseignements complémentaires)
- Tableau des résultats (cf renseignements complémentaires)



Informations entité

Raison sociale : **SAS SO.RE.IM BRETAGNE**

Adresse : **5 RUE DU BOSPHORE
35200 RENNES**

Activité : **PROMOTEUR IMMOBILIER**

Exercice N : **du 01/01/2019 au 31/12/2019 (12 mois)**

Exercice N-1 : **du 01/01/2018 au 31/12/2018 (12 mois)**

Date de fin de travaux : **30/04/2020**

Informations cabinet

Intervenants > Collaborateur : **BOURREE CHRISTOPHE**

> Expert signataire : **DOLAINE OLIVIER**

Bureau : **COCERTO RENNES**



CERTIFIÉ par
EXPERTISE COMPTABLE

CONSEIL & STRATEGIE

MISSARI & ASSOCIÉS

SAS SO.RE.IM BRETAGNE

COMPTES ANNUELS AU 31/12/2019

Période du 01/01/2019 au 31/12/2019

Dossier
Financier

www.cocerto.fr

SO.RE.IM. BRETAGNE
S.A.S. au capital de 313.400 Euros
5, rue du Bosphore
35000 RENNES
338 459 332 R.C.S. Rennes

EXERCICE SOCIAL CLOS
LE 31 DECEMBRE 2019

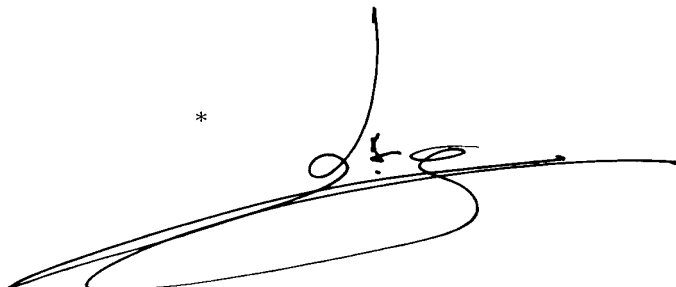
DECISION D'AFFECTION DU RESULTAT
PRISE PAR L'ASSOCIE UNIQUE DU 7 JUILLET 2020

« TROISIEME DECISION - AFFECTATION DU RESULTAT »

1) L'associé unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2019, d'un montant de 191.103 €, en totalité au poste « Autres Réserves » du bilan.

(...) »

*





SAS SO.RE.IM BRETAGNE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

7 rue de Vezin - CS 24325 - 35043 Rennes Cedex - 02 99 33 06 06
3 rue du Fougeray - BP 30231 - 35502 Vitré Cedex - 02 99 75 04 69
auditconsultants@audit-consultants.com - www.audit-consultants.com

Société d'Expertise Comptable inscrite au tableau de l'Ordre de Bretagne
Commissaire aux Comptes membre de la Compagnie Régionale de Rennes
SARL au capital de 1 000 000 € - SIRET 397843699 00042 - TVA FR 41 397843699



SAS SO.RE.IM BRETAGNE

Siège social : 5 Rue du Bosphore – 35200 RENNES
Capital social : 313.400 €

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

A l'associé unique,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SO.RE.IM BRETAGNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Président le 22 juin 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Événements postérieurs à la clôture de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant l'impact de la crise sanitaire liée au Covid-19, sur la société SO.RE.IM BRETAGNE.



JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président arrêté le 22 juin 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'associé unique appelé à statuer sur les comptes.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D441-4 du code de commerce.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle, conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ses comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet systématiquement de détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut



raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Rennes,

Le 22 juin 2020

Le commissaire aux comptes
AUDIT CONSULTANTS


Hervé COTONNEC



